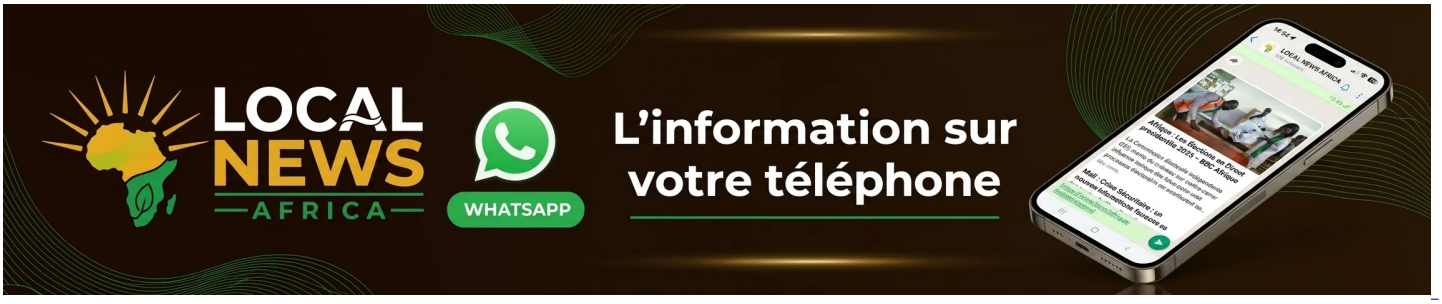


CARBURANT AU BÉNIN

le gouvernement donne 48 heures pour normaliser l'approvisionnement

Auteur : **Ayenan Eleuthere** | Publié le : **14 oct. 2026 à 13:13**



Face aux longues files d'attente dans plusieurs stations-service et à la flambée du prix de l'essence de contrebande, le gouvernement béninois met la pression sur les acteurs de la distribution. Un délai de 48 heures leur aurait été fixé pour rétablir un approvisionnement normal. Les autorités écartent toutefois l'hypothèse d'une pénurie générale et évoquent un afflux exceptionnel de consommateurs vers le réseau officiel.

Des files d’attente dans plusieurs quartiers

Depuis le début du mois d’octobre, les automobilistes, les motocyclistes et les conducteurs de tricycles doivent parfois patienter longuement devant les stations-service de Cotonou. Dans certains points de vente, les ruptures temporaires compliquent les déplacements et perturbent les activités de ceux qui dépendent quotidiennement du carburant pour travailler.

Cette tension intervient alors que le carburant vendu sur le marché informel, communément appelé « kpayo », se fait plus rare et coûte plus cher. Une partie des consommateurs se tourne ainsi vers les stations agréées, accentuant la pression sur un réseau qui doit répondre à une demande inhabituellement élevée.

Pour les conducteurs de motos-taxis et les petits transporteurs, l’enjeu est immédiat : pouvoir s’approvisionner sans perdre plusieurs heures ni supporter des dépenses supplémentaires.

Le gouvernement écarte l’hypothèse d’une pénurie nationale

Les autorités béninoises rejettent l’idée d’une pénurie générale de carburant. Interrogé sur la situation sur la nationale chaine BENIN TV, Laurent Akpo, directeur de cabinet du ministère du Commerce et de l’Industrie, explique les difficultés observées par un afflux soudain et massif de consommateurs vers le circuit officiel.

Selon cette lecture, la raréfaction du kpayo pousse davantage d’usagers vers les stations-service agréées, où la concentration de la demande provoque des engorgements et des ruptures ponctuelles.

Le ministère affirme que le carburant reste disponible dans le réseau formel. Cette disponibilité ne signifie toutefois pas que tous les points de vente sont approvisionnés en permanence : les difficultés signalées montrent que la distribution doit s’adapter rapidement à la nouvelle répartition de la demande.

La distinction est importante. Une pénurie nationale et des ruptures localisées ne renvoient pas nécessairement aux mêmes causes ni aux mêmes réponses. Dans le cas présent, la capacité à acheminer les produits vers les stations les plus sollicitées constitue l’un des principaux enjeux.

Un délai de 48 heures pour rétablir la distribution

Pour désengorger les stations-service, le gouvernement a engagé des échanges avec les distributeurs et les responsables des points de vente. Les mesures annoncées visent notamment à accélérer la rotation des camions-citernes et à renforcer les livraisons vers les sites où la demande est la plus forte.

Les acteurs du secteur auraient reçu pour consigne de rétablir un approvisionnement normal dans un délai de 48 heures.

Cette échéance place la filière devant un défi logistique concret : disposer de stocks suffisants, organiser les livraisons et mieux répartir les volumes entre les différentes zones de consommation.

L'évolution de la situation permettra d'apprécier l'efficacité des mesures annoncées. Le retour à la normale ne se mesurera pas uniquement à la présence de carburant dans les dépôts, mais aussi à sa disponibilité effective dans les stations et à la réduction des files d'attente.

Le kpayo, entre raréfaction et flambée des prix

La situation du marché informel contribue également aux tensions observées. Dans plusieurs communes de l'Atacora, le litre de kpayo aurait atteint jusqu'à 2 500 FCFA le 11 octobre, alors que certaines stations-service étaient à sec.

Les difficultés d'approvisionnement et la dégradation des conditions de circulation, notamment en raison de la montée des eaux dans la zone de l'Okpara, ont contribué à cette hausse.

Essence de contrebande, le kpayo provient majoritairement du Nigeria. Son prix et sa disponibilité dépendent notamment des conditions d'approvisionnement de l'autre côté de la frontière, des prix pratiqués sur le marché nigérian et de l'évolution des contrôles visant les circuits informels.

Lorsque ces flux ralentissent, l'offre peut se contracter rapidement. Les conséquences sont particulièrement sensibles dans les localités éloignées des grands centres de distribution, où les possibilités de remplacement sont plus limitées.

La situation actuelle illustre ainsi les liens entre les circuits informels et le réseau officiel : lorsque le premier se contracte, une partie de la demande se reporte sur le second, parfois plus rapidement que les capacités locales de distribution ne peuvent s'ajuster.

Les prix officiels également revus à la hausse

Les difficultés d'approvisionnement surviennent quelques jours après une modification des prix à la pompe. Selon une note du ministère de l'Industrie et du Commerce, entrée en vigueur le 8 octobre 2026, le litre d'essence est passé de 725 à 750 FCFA. Le gasoil a, pour sa part, augmenté de 750 à 765 FCFA le litre.

Cette évolution intervient dans un contexte de pression sur les coûts des produits pétroliers. Même limitée en apparence, une hausse des prix peut peser sur les dépenses des ménages et sur les charges des professionnels qui utilisent quotidiennement des véhicules ou des engins motorisés.

Pour les transporteurs, les conducteurs de motos-taxis et les petites entreprises, l’effet cumulé d’un carburant plus cher et d’un accès plus difficile aux stations peut se traduire par une baisse des revenus, une augmentation des coûts de déplacement ou une répercussion sur le prix de certains services.

La fiabilité du réseau officiel mise à l’épreuve

Au-delà des files d’attente, cet épisode pose une question plus structurelle : le réseau officiel peut-il absorber rapidement une hausse de la demande lorsque les circuits informels sont perturbés ?

La réponse dépendra de plusieurs facteurs, notamment la régularité des livraisons, la répartition des stocks entre les localités et la capacité des distributeurs à anticiper les variations de la demande. Une communication claire sur les disponibilités contribuerait également à limiter les déplacements inutiles et les comportements spéculatifs.

Le respect du délai de 48 heures annoncé par les autorités constituerait un premier indicateur de l’efficacité de la réponse engagée. Mais une normalisation durable suppose aussi de réduire les vulnérabilités logistiques qui rendent certaines zones particulièrement exposées aux ruptures.

Pour les usagers, l’attente est simple : retrouver du carburant dans les stations, à des prix connus, sans devoir multiplier les déplacements ni subir de longues files.

Local News Africa suivra l’évolution de la situation, en portant une attention particulière à la reprise effective des livraisons, à la disponibilité du carburant dans les stations-service et à l’évolution des prix sur le marché informel.

PUBLICITÉ

